

ganisation syndicale, alors que ses membres de plus en plus nombreux se passionnent pour les questions de pédagogie nouvelle, demeurât étrangère à une transformation nécessaire et inévitable. Le vide est partiellement comblé et nous ne pouvons que nous en féliciter.

A vrai dire, la participation des délégués à cette sous-commission fut assez réduite, mais loin de nous l'idée de parler d'indifférence. Les raisons sont tout autres. Il y avait d'abord la nouveauté et l'absence de toute question préalablement étudiée dans les sections départementales, aussi la simultanéité des réunions des commissions vitales, enfin et surtout l'importance prise par les travaux de la Commission pédagogique dont l'ordre du jour a attiré une véritable foule.

Un autre fait digne d'être souligné est la présence à notre sous-commission d'une majorité d'imprimeurs. Cela n'est pas pour nous étonner, car nous savons que les imprimeurs sont parmi les premiers à considérer l'éducation nouvelle, quelle que soit l'appellation précise qu'on veuille lui donner, comme une chose vivante, matériellement réalisable, et non comme un motif à bavardage savant.

La tâche de notre sous-commission était délicate. Il fallait marquer un début, amorcer une œuvre générale éloignée de tout point de vue sectaire. Certains trouveront peut-être insignifiants les quelques principes retenus par la motion finale, mais nous avons tout lieu de nous en montrer satisfaits. Il ne nous appartient pas de donner ici, avant *L'École Libératrice*, le texte intégral de cette motion, mais nous allons souligner les idées qui y ont été affirmées et chacun pourra se convaincre qu'il dépend maintenant de nous qu'une ère nouvelle commence pour la Commission pédagogique et le S.N. tout entier.

Le premier et unique considérant définit l'éducation comme le moyen « de permettre à l'enfant d'apporter à la Société le maximum de ses possibilités ». C'est assez marquer à la fois la primauté de l'enfant sur l'éducation et la finalité sociale de celle-ci.

De cette affirmation découlent des suggestions d'ordre pédagogique et pratique. Les unes engagent chaque maître, déclarant qu'il faut :

- Que l'école s'intègre à la vie sociale ;
- Que chaque instituteur sache être non seulement un maître mais un guide.
- Que les familles soient intéressées à la vie de l'école.

Les autres définissent une nouvelle attitude syndicale, engageant les sections :

- A soutenir les divers groupes départementaux d'éducation nouvelle.
- A faire connaître par les bulletins départementaux et *L'École Libératrice*, les résultats acquis et les expériences en cours.

---

## AU CONGRÈS DU S. N. SOUS-COMMISSIONS DE L'ÉDUCATION NOUVELLE

Le Congrès du S.N. à Montrouge aura marqué, selon nous, un progrès important en faisant fonctionner, parmi les multiples commissions habituelles, une sous-commission d'Éducation nouvelle.

Il était, certes, anormal que notre grande or-



— A montrer aux syndicats ouvriers et agricoles toute la valeur de l'Education nouvelle.

\*\*

Ce sont là les principes. Le travail reste à faire maintenant et chaque membre de la C.E.L., chaque ouvrier de l'Institut doit en accepter sa part. Tout l'y engage : sa conviction de la nécessité de la réforme des méthodes scolaires, sa certitude en la possibilité matérielle de cette réforme, et maintenant, une décision d'un congrès souverain. Déjà de nombreux imprimeurs sont des militants syndicaux et des responsables des Commissions pédagogiques départementales ; il reste à voir affirmer par la masse croissante des autres que la collaboration S.N.-Institut n'est ni un noyautage ni un marché de dupes, mais bien la conclusion nécessaire et indispensable de toute l'activité pédagogique passée. L'ère des tâtonnements est révolue et nous pouvons présenter, dans le cadre des décisions du Congrès de Montrouge et sous le contrôle des Syndicats départementaux, les solutions que les travaux de nos chercheurs nous permettent d'offrir.

\*\*

Disons enfin que, sous réserve d'une consécration définitive, plusieurs de nos camarades seront responsables des travaux ultérieurs de la Sous-Commission d'Education nouvelle. Ce sont les camarades Coqblin, Rigobert, Mme Cassy, Bounichou, Pastorello, Michelin, Costa et d'autres peut-être. — E. COSTA.

---

## AU CONGRÈS DU S. N. PETITS TRAVAUX D'UNE GRANDE COMMISSION

La Commission Pédagogique du S.N. avait un important ordre du jour à épuiser. Réunions de ses sous-commissions, réunions plénières ordinaires et extraordinaires, nous ne pouvons que nous réjouir d'avoir vu un si grand nombre de participants. Entre autres sujets : programmes et examens du premier degré, un gros morceau à avaler. Mais la digestion était préparée de longue date, les sections départementales en avaient discuté, avaient pris position et les délégués étaient fermement mandatés. On aurait pu penser qu'il suffirait d'une discussion académique et d'une totalisation des votes pour arriver à une décision finale. Il n'en a rien été. Les discussions furent passionnées, les prises de position brutales, ce qui n'a pas empêché le projet final de décevoir tout le monde ou presque. Pourquoi ? La question mérite d'être posée.

Selon moi, le malaise est profond. Depuis quelques années, des modifications surviennent, souvent inopinément en cours d'année. L'âge des

candidats, le contenu et la valeur des examens sont remis en question, les vieilles habitudes sont bousculées mais les changements ne satisfont personne. C'est pourquoi je pensais que la Commission allait dresser un plan d'ensemble cohérent s'inspirant de la réforme de l'enseignement, assigner aux examens un rôle précis, fixer leur forme et leur contenu en fonction de ce rôle, jeter les bases d'un programme moderne aussi éloigné de l'accumulation indigeste que de la limitation desséchante. Rien de tout cela. Les délégués ont repris les anciens examens et ne se sont battus que sur des questions de détails : deux questions ou trois à la dictée ? Zéro éliminatoire ou non ? Barème national, départemental ou pas de barème ? Deux questions d'arithmétique ou un problème ? J'en passe, et des pires. Les questions succédaient aux questions, les votes aux votes, à une vitesse telle que tout le travail qui allait engager des centaines de milliers d'enfants sombra dans la cocasserie. Certains — j'en étais — ont fini par se mettre sur le bord de l'arène pour devenir les spectateurs amusés d'une course de vitesse... à reculons. (J'en appelle à vous, Pastorello, Michelin et les autres !). A tel point que j'ai pu, à la fin de la discussion et le dernier vote acquis, tirer cette conclusion que Vivès n'était pas loin d'accepter : « Vous avez fabriqué un excellent C.E.P. pour des élèves de 1900 ».

\*\*

Quelles sont nos responsabilités dans cet échec ?

Il est exact que depuis des années nous disons que le C.E.P. est à refaire, qu'il ne signifie plus grand chose pour les petit-fils de ceux pour qui il a été fait. Mais ce n'est pas tout de connaître et de dénoncer un mal, il n'est pas suffisant encore de suggérer un remède, encore faut-il pouvoir présenter le remède lui-même. Etions-nous en mesure de le faire ? Certes, nous sentons tous que le système des brevets offre une voie de salut. Mais avons-nous su, jusqu'à ce jour, en dresser un projet pratique, viable ?

Ce projet, nous devons maintenant le faire pour qu'une fois encore nous apportions à l'Ecole française, l'air frais dont elle a besoin.

E. COSTA.

---

## C.E.L. et U.F.O.C.E.L.

Nous sommes sur le point de parvenir à un accord total, tant technique que pédagogique avec l'U.F.O.C.E.L., où se trouve aujourd'hui détaché notre ami Ravé, jusqu'à ce jour délégué départemental de la Mayenne.

Nous donnerons de plus amples explications sur cet accord dans notre prochains numéros.